

# Travailleuses du sexe en mode survie

Horaires restreints, loyers élevés, peur: leur situation s'est encore fragilisée. Exerçant à La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel, Bella Dona et Victoria se confient.

PAR VICKY.HUGUELET@ARCINFO.CH



Travailleuse du sexe à Neuchâtel, Victoria craint pour son avenir. MURIEL ANTILLE

«C'est la catastrophe.» Bella Dona\* a 42 ans. Elle est travailleuse du sexe et réside à La Chaux-de-Fonds. Comme ses consœurs, elle peut à nouveau exercer son métier depuis le 18 janvier. Mais pas entre 19h et 6h, ni le dimanche.

«Je ne reçois qu'un ou deux clients par jour, ce qui revient à maximum 200 francs. Normalement, j'en vois quatre ou cinq et ils viennent plutôt le soir.» Résultat: «Je ne sors pas de chez moi pendant plusieurs jours d'affilée, au cas

où quelqu'un voudrait mes prestations.»

## Cinquante-cinq francs par mois d'APG

Malgré le manque de revenus, les factures s'empilent. En plus des classiques assurances, impôts ou AVS, «je dépense environ 1000 francs par mois pour les petites annonces, car il faut payer cher pour être vue, et 700 francs de loyer par semaine, que je travaille ou non. Les frais de logement dans les salons n'ont pas été adaptés», regrette cette Espagnole. «Je sais que les propriétaires ont

Je dois subvenir aux besoins de mes deux filles et de ma mère. Je n'ai pas vu mes enfants depuis presque deux mois.»

BELLA DONA  
TRAVAILLEUSE DU SEXE

également des responsabilités financières, mais ils pourraient faire un geste.»

Durant la seconde fermeture complète des établissements de plaisir, entre octobre et janvier, Bella Dona a toqué à la porte de Médecins du monde avec sa valise: «Je ne savais pas où dormir. Les propriétaires n'avaient pas le droit de laisser des gens à l'intérieur.»

Une amie l'a hébergée un certain temps et lui a prêté de l'argent, que Bella Dona remboursera dès qu'elle pourra. Depuis avril 2020, «je reçois 55 francs par mois d'allocations pertes de gains». L'assistance sociale? «Si je demande de l'aide, je ne pourrai plus renouveler mon permis B.» Malgré tout, hors de question de contourner les règles: «Il n'est pas si facile de conserver son permis B. Mais je comprends que des personnes en situation de survie le fassent.» Elle travaille avec un masque, obligatoire: «Si le client ne veut pas, je le mets dehors. C'est pour ma sécurité, la sienne, et aussi pour éviter des problèmes avec la police.» Heureusement, «80% des clients sont solidaires et respectueux.» Même si le traçage est compliqué à assurer: «Ils peuvent me donner un faux nom...»

A ceux qui se demandent pourquoi les travailleuses et travailleurs du sexe (TDS) peuvent continuer de travailler malgré les restrictions

## 3 QUESTIONS À...

### LILIANA IMER

INTERVENANTE SOCIALE  
POUR LE PROJET PASS  
DE MÉDECINS DU MONDE



## «Le virus a exacerbé la précarité»

### Comment s'est passé cette année pour les travailleuses et travailleurs du sexe (TDS)?

La présence du virus a exacerbé la précarité des TDS en menaçant l'accès équitable aux droits fondamentaux comme la santé, l'alimentation, le logement et la sécurité sociale.

Sans rentrées d'argent durant des mois, ils ont épuisé leurs économies. Aujourd'hui, leurs revenus sont instables et très faibles. Résultat: les dettes augmentent prodigieusement et cela se termine souvent à l'Office des poursuites.

Certains TDS entrent dans un cercle vicieux car, sans paiement de cotisations d'AVS, il n'y a pas d'allocations pour pertes de gains (APG). D'autres ont été contraints de payer directement la facture de la cotisation AVS avec le montant des APG afin d'éviter les poursuites.

### Quelles aides leur proposer, alors?

Lors de la première vague, Caritas a offert un soutien significatif au projet Pass (Prévention et accès aux soins pour les travailleuses et travailleurs du sexe). Nous avons pu proposer une aide d'urgence pour les situations les plus critiques en matière de besoins alimentaires ainsi

que pour le paiement des factures prioritaires. L'association Génération sexualités Neuchâtel (GSN) et Procore (réseau suisse des organisations défendant les intérêts des TDS) nous ont également soutenus.

Depuis octobre 2020, Pass délivre directement de l'aide d'urgence aux TDS grâce à un financement de la Chaîne du Bonheur. Nous répondons aux demandes les plus urgentes, prioritairement celles qui concernent le domaine de la santé. Nous continuons à octroyer de l'aide alimentaire avec une régularité importante. Nous fournissons également du matériel sanitaire de prévention Covid-19 et de prévention en santé sexuelle.

### Quelles sont les autres préoccupations, actuellement?

Certains TDS ont besoin d'une solution d'hébergement d'urgence. D'autres sont obligés de payer des loyers professionnels très élevés. Pourtant, ces loyers auraient dû être adaptés, comme dans d'autres secteurs.

Pour garantir un traitement plus humain et adapté aux besoins des plus vulnérables, un effort collectif des acteurs politiques, institutionnels et associatifs est nécessaire.

sanitaires, elle répond: «Parce que j'en ai besoin! Je paie mes factures comme tout le monde.»

Entre deux larmes, elle évoque sa famille: «Je dois subvenir aux besoins de mes deux filles et de ma mère. Je n'ai pas vu mes enfants depuis presque deux mois.»

### Les clients baissent les prix

Victoria\*, 40 ans, a également «choisi» ce métier pour venir en aide à sa mère, sa sœur et sa nièce: «Si je n'en avais pas besoin, je ne ferais pas ce travail. Je préférerais être coiffeuse, mais je ne pourrais pas vivre avec leur salaire», assure celle qui s'est installée il y a deux ans à Neuchâtel.

«Avant la crise du Covid-19, j'avais du travail, entre quatre et six clients par jour. Maintenant, c'est catastrophique, j'en ai en moyenne un par semaine!» En plus, «les clients font baisser les prix en disant

qu'il est difficile pour eux de payer. Certaines TDS n'ont pas d'autre choix que d'accepter, car elles n'ont rien du tout.»

### Négociation des loyers

Comme Bella Dona, elle paie 700 francs de loyer par semaine: «J'ai appris que d'autres TDS payaient moins. Je ne savais pas que je pouvais négocier.» Egalement détentrice d'un permis B, elle s'en est sortie grâce «à des associations et à des amis, c'est tout.» Victoria est désespérée: «Je me sens ignorée.» D'après elle, sa situation de femme transgenre l'exclut encore plus que ses consœurs: «Elles peuvent plus facilement cacher qu'elles font ce métier. Dans la rue, les clients m'évitent, ils ne peuvent pas dire que je suis une amie. Et ils n'ont aucun autre échange avec moi que le sexe.»

\*Noms connus de la rédaction.

## Et les clients? «On ne peut pas dire qu'il y a foule»

«Les filles de notre plateforme utilisent deux types d'annonces: la réception physique et, le soir à partir de 19h, le téléphone rose et la webcam.» Bradley Charvet est le responsable du site Fgirl.ch, «plus gros site d'annonces érotiques en Suisse romande, avec 1,5 million de visiteurs mensuels», d'après lui. Cette division des activités «permet de satisfaire les besoins des clients». «Les filles, de leur côté, peuvent continuer de gagner de l'argent.» Fgirl aussi, chaque annonce coûtant au minimum 180 francs par mois.

### «Simplement parler»

«Nous constatons une augmentation de 20% par mois pour la webcam érotique depuis mars 2020. Ces femmes jouent également le rôle de psychologues et la plupart des hommes veulent simplement parler, avoir un contact», assure Bradley Charvet.

Depuis que les travailleuses et travailleurs du sexe (TDS) ont pu reprendre physiquement le travail, «on ne peut pas dire qu'il y a foule».

«Il y a non seulement la peur du Covid-19, mais également le fait que les gens ne pensent pas au sexe.»

### 70% de clients en moins

La propriétaire du salon Chez Cindy, à Neuchâtel, assure avoir perdu «environ 70% de clients». Le plus difficile, c'est de leur faire accepter les horaires: «Ils font beaucoup de réclamations, mais je dois respecter les règles. C'est mieux que rien. Quand tout était fermé, j'ai fait une dépression», assure Cindy. Ce qui ne l'a pas empêchée d'aider une de «ses filles»: «Lors du premier confinement, elle n'a pas pu prendre l'avion pour rentrer chez elle et elle n'avait pas d'argent pour payer un hôtel. Elle est restée une dizaine de jours chez moi.» Les TDS travaillant actuellement dans son salon sont d'ailleurs ceux qui n'ont pas pu partir. La patronne assure avoir «reçu un peu d'aide de l'Etat, mais pas beaucoup. On ne peut pas tout demander au gouvernement. Je trouve que nous avons de la chance, en Suisse.»